

Gabon-France/Sécurité sociale/Partenariat CNSS-Groupe Humanis

Pour un meilleur suivi des pensionnés



Une phase de travaux entre les parties gabonaise et française.



La délégation de la CNSS et ses hôtes français au terme des travaux.

I. I
Libreville/Gabon

La mission que vient d'effectuer la direction générale de la Caisse nationale de sécurité sociale à Paris, dans le cadre de cette coopération, visait à optimiser la prise en charge des bénéficiaires des pensions et rentes installés en France et en Europe à travers, entre autres, l'assainissement régulier des fichiers.

LE directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Nicole Assélé, vient de conduire, à Paris, une délégation de haut niveau de son institution, composée, entre autres, du directeur des Prestations techniques, Prisca Opirina, du directeur de l'Immatriculation

et du Recouvrement, Hermann Djabas. Il était question de discuter, dans le cadre des accords de coopération entre le France et le Gabon en matière de protection sociale, avec les responsables de Humanis. Un groupe français intervenant notamment dans le domaine de la protection sociale, aussi bien pour le compte des entreprises qu'au bénéfice des particuliers et travailleurs indépendants. Ces discussions ont essentiellement porté sur les conditions d'une plus grande lisibilité des flux d'informations et des données entre les deux pays, mais surtout d'une diligence plus affirmée dans le traitement et le paiement des pensionnés et rentiers Cnss installés en France et dans certains

pays d'Europe. Cette lecture croisée et les synergies souhaitées étaient devenues indispensables, en raison des aspérités et autres constats découlant de l'opération de recensement physique des retraités Cnss, au Gabon et partout ailleurs, dont les deux phases avaient respectivement eu lieu en novembre 2017 et mars 2018. L'opération avait, notamment, décelé de nombreux cas de décès de retraités non signalés, quand beaucoup d'autres pensionnés, en France et dans les régions métropolitaines, n'avaient pu être recensés pour diverses raisons. A l'appui de ces constats, le DG de la Cnss a plaidé auprès de ses hôtes de Humanis, du reste très réceptifs, l'ur-

gence d'assainir le portefeuille des pensionnés et rentiers Cnss de France et d'Europe, qui continue d'engendrer des coûts excessifs des charges liées au paiement des dites prestations dont la pension. Le groupe Humanis, numéro 1 en santé et prévoyance collective en France, dont le portefeuille clients compte près de 600 mille entreprises, accorde un intérêt de premier plan à l'aboutissement de ce partenariat avec la CNSS, qui viendrait, à n'en point douter, conforter son leadership. Au cours de ce séjour pa-

risien, le DG a également conféré avec les responsables de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) et la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) de France, qui seraient de toute évidence disposées à apporter du renfort à la Cnss, dans la quête de diversification de son offre, ainsi que dans l'amélioration continue de la qualité de ses prestations aux bénéficiaires et ayants droit. C'était une rencontre de partage d'expériences et de bonnes pratiques avec la CNAM et la CNAV, respectivement représentées par sa

directrice, Camille Audren, et pour la seconde par son sous-directeur des risques professionnels, Sébastien Martin. Les interlocuteurs du directeur général de la Cnss et sa suite ont fait focus sur la présentation du système de retraite en France, aux missions de la Direction des assurés de l'étranger (DAE) et à la gestion des risques professionnels. Premiers résultats significatifs de ces pourparlers, l'arrivée prochaine à Libreville des experts du département des Risques professionnels de la CNAM France.

Lutte contre les violences en milieu scolaire

Il faut dénoncer les coupables au parquet

R.H.A
Libreville/Gabon

LE Mouvement des jeunes déterminés pour Jésus (MJDJ) conduit par son leader, l'évangéliste Eric Essono Pea, a organisé, jeudi dernier, à l'église de l'Alliance chrétienne et missionnaire du Gabon de la SNI-Owendo, une conférence débat sur le thème : "Les drogues et violences en milieu scolaire : causes, conséquences et solutions". Pour conduire les échanges, l'ancienne procureure de la République Sidonie Flore Ouwe a fait le déplacement de cette assemblée chrétienne. Face aux élèves, la juriste a dressé l'état des lieux de ce phénomène qui prend des proportions alarmantes dans notre société, avec pour corollaires l'insécurité dans les établissements et le décrochage scolaire. Définissant la drogue comme « ce produit



Sidonie Flore Ouwe (en rouge) a parlé des conséquences des drogues sur le parcours scolaire d'un élève et sur sa santé.

qui a des effets sur le système nerveux central après consommation, causant des troubles du comportement», elle a égrené les multiples conséquences qui découlent de ce stupéfiant. Considéré comme l'une des causes des violences en milieu scolaire, Mme Ouwe a, dans un langage franc et di-

rect, fait de son mieux pour « emmener les jeunes à prendre conscience des risques qu'ils encourent s'ils s'y adonnent. » L'oratrice a, par la suite, rappelé les dispositions légales en la matière. Notamment les articles qui répriment la consommation, la détention, la com-



Les élèves ont répondu nombreux à l'appel des organisateurs de la conférence-débat sur la drogue en milieu scolaire.

mercialisation, l'exportation, l'importation des drogues en République gabonaise. « Les peines sont tellement lourdes qu'il n'est pas nécessaire que vous vous exposez à cela. Au-delà des peines prévues par le législateur pour sanctionner les auteurs, il y a le fait que vous vous autodétruisez en

consommant ces substances. Sachez que dans cette destruction, vos proches deviennent aussi des victimes», a-t-elle insisté. Enfin, l'ancienne procureure de la République invite les jeunes « à dénoncer les coupables. Ils peuvent se rapprocher des autorités compétentes dont les Par-

quets. » Elle rassure quant à la sécurité des enfants et leur anonymat qui seront appliqués. Pour l'organisateur de cette conférence, cette rencontre est à sa vingtième étape. Il entend la poursuivre avec d'autres thématiques orientées sur l'actualité.